

Châlons-en-Champagne, le

25 JAN. 2022

N° **05** -2022 - LE

**Arrêté préfectoral complémentaire à l'arrêté préfectoral n° 18-2012-LE-A
du 8 mars 2012 autorisant le Conseil départemental de la Marne à exploiter les ZAC
n°1 et 2 de l'aéroport de Paris-Vatry**

**Le Préfet de la Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

Vu la directive européenne n°91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires ;

Vu la directive européenne n°2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008 établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines ;

Vu l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Seine-Normandie en vigueur ;

Vu le récépissé de déclaration n°51-2019-00089 du 14 novembre 2019, relatif à la création d'un nouveau forage d'alimentation d'eau potable pour l'aéroport PARIS-VATRY sur la commune de VASSIMONT-ET-CHAPELAINE ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 77-2019-LE du 17 décembre 2019 relatif à la création d'un nouveau forage d'alimentation en eau potable pour l'aéroport PARIS-VATRY sur la commune de VASSIMONT-ET-CHAPELAINE ;

Vu le rapport de fin de travaux du bureau d'études ANTEA GROUP de janvier 2021, relatif à la création d'un nouveau forage d'alimentation d'eau potable pour l'aéroport PARIS-VATRY sur la commune de VASSIMONT-ET-CHAPELAINE ;

Vu l'arrêté préfectoral n°18-2012-LE-A du 8 mars 2012 autorisant le Conseil départemental de la Marne à exploiter les ZAC n°1 et 2 de l'aéroport de Paris-Vatry ;

Vu le dossier de demande de renouvellement de l'autorisation, déposé au titre des articles L. 181-15 et R. 181-49 du code de l'environnement, reçu le 23 novembre 2021, présentée par le Conseil départemental de la Marne représenté par Monsieur le Président, Christian BRUYEN, relatif à l'exploitation des ZAC n°1 et n°2 de l'aéroport de Paris-Vatry ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire notifié le 24 décembre 2021 pour observations sous un délai de quinze jours au Conseil départemental de la Marne ;

Vu les observations, en date du 4 janvier 2022, du Conseil départemental de la Marne lors de l'envoi contradictoire du projet d'arrêté préfectoral, apportant des précisions sur les parcelles d'implantation du système d'assainissement et sur le réseau de collecte.

Considérant que le dossier de demande de renouvellement de l'autorisation ne présente aucune modification substantielle au regard de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et qu'elle peut faire l'objet de prescriptions supplémentaires par arrêté préfectoral complémentaire conformément aux articles L 181-14, L 181-15 et R. 181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que la rubrique 2.1.1.0 définie à l'article R. 214.1 du code de l'environnement, relative à l'assainissement a été modifiée, par décret 2020-828 du 30 juin 2020, et que cette modification porte sur l'intégration du système de collecte ;

Considérant l'article R. 214-53 du code de l'environnement :

« I.-Lorsque des ouvrages [...] viennent à être soumis à autorisation [...] par un décret de nomenclature, conformément aux articles L. 214-1 à L. 214-6, l'exploitation, ou l'utilisation des ouvrages, [...] peuvent se poursuivre sans cette autorisation [...], à la condition que [...] le propriétaire [...] fournisse au préfet les informations suivantes :[...].

II.-Le préfet peut exiger la production des pièces mentionnées aux articles R. 181-13 et suivants [...].

Il peut prescrire, dans les conditions prévues aux articles R. 181-45 [...], les mesures nécessaires à la protection des éléments mentionnés à l'article L. 181-3 ou à l'article L. 211-1. » ;

Considérant que l'implantation du nouveau forage d'alimentation en eau potable pour l'aéroport PARIS-VATRY sur la commune de VASSIMONT-ET-CHAPELAINE a été modifiée par récépissé de déclaration du 14 novembre 2019 susvisé ;

Considérant que les analyses effectuées en sortie de station de traitement des eaux usées et les analyses piézométriques démontrent l'absence de collecte d'effluents non domestiques par le réseau séparatif ;

Considérant que le dossier de demande de renouvellement précise que le maître d'ouvrage n'autorise pas le déversement d'effluents non domestiques dans son réseau collectif ;

Considérant que l'autosurveillance réalisée annuellement démontre que les normes de rejets fixées par l'arrêté préfectoral n°18-2012-LE-A du 8 mars 2012 et l'arrêté ministériel du 21 juillet relatif à l'assainissement sont respectées ;

Considérant que les paramètres, déclassant à médiocre l'état chimique de la masse d'eau souterraine « FRHG 208 Craie de Champagne Sud et Centre », déterminé par l'état des lieux 2019, ne sont pas en lien avec les rejets en sortie de station de l'aéroport de Paris-Vatry ;

Sur proposition de Madame la Directrice départementale des territoires de la Marne,

ARRETE

ARTICLE 1 – Modification de l'autorisation

La rubrique 2.1.1.0 précisée dans l'article 1 du Titre 1 de l'arrêté n°18-2012-LE du 8 mars 2012 susvisé est modifiée comme suit :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
2.1.1.0	Systèmes d'assainissement collectif des eaux usées et installations d'assainissement non collectif destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R.2224-6 du code général des collectivités territoriales : 1° Supérieure à 600 kg de DBO5 (A) 2° Supérieure à 12 kg de DBO5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5 (D)	Déclaration	Arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié

ARTICLE 2 – Modification du forage d'alimentation en eau potable

Les caractéristiques du dispositif de gestion des prélèvements d'eau potable définies à l'article 9 du titre IV de l'arrêté n°18-2012-LE du 8 mars 2012 susvisé, sont modifiées comme suit :

Le dispositif comprend un forage au lieu-dit « Bas de l'Oiséle », situé sur la commune de VASSIMONT-ET-CHAPELAINE (parcelle YP 21) présentant les caractéristiques suivantes :

- Coordonnées (Lambert 93) : X= 785 385 Y= 6 851 927
- profondeur maximale : 40 m
- diamètre de tubage : 508 mm

ARTICLE 3 – Abrogation et remplacement

Le titre II : « *Prescriptions relatives à la gestion des eaux résiduaires* » de l'arrêté n°18-2012-LE du 8 mars 2012 susvisé est abrogé et remplacé comme suit :

TITRE II : PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA GESTION DES EAUX RESIDUAIRES

Article 2 – Effluents admis dans le système d'assainissement :

Le système d'assainissement est destiné à collecter et à traiter des effluents uniquement domestiques.

Article 3 – Caractéristiques du système d'assainissement :

Le système d'assainissement collectif des eaux usées de l'aéroport de PARIS-VATRY, sous maîtrise d'ouvrage du Conseil départemental de la Marne, est situé sur le territoire de la commune de BUSSY-LETTREE sur les parcelles n°39 et 309 de la section YZ et sur la parcelle n°193 de la section XA.

La station de traitement des eaux usées est de type lagunage, complété par un traitement tertiaire par filtre à sable d'une capacité nominale de 2500 équivalents habitants soit 150 kg/J de DBO5. Le débit nominal est de 500 m³/j.

La station comprend :

- un dégrilleur ;
- trois bassins de lagunage d'une superficie totale de 3,4 ha décomposée comme suit :
 - Lagune n°1 de 1,75 ha,
 - lagune n°2 de 0,8 ha,
 - lagune n°3 de 0,8 ha.

La lagune n°3 ne peut être utilisée avant une vérification préalable de son étanchéité.

- trois filtres à sable de 250 m² chacun, alimentés en alternance ;
- un bassin d'infiltration d'une surface de 2 ha.

Le système de collecte est de type séparatif strict et dispose d'un poste de relevage sans trop-plein.

Article 4 - Prescriptions générales :

Le déclarant doit respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié relatif au système d'assainissement collectif joint en annexe au présent arrêté.

Article 5- Performances et Autosurveillance :

1/ Niveau de performances pour les paramètres physico-chimiques :

Le niveau de rejet maximal autorisé correspond aux caractéristiques suivantes pour un échantillon moyen de 24 heures non décanté :

Paramètres	DCO	DBO5	MES	NGL (*)	Pt (*)
Concentration maximale (mg/l)	125	25	35	30	10

OU

Paramètres	DCO	DBO5	MES	NGL (*)	Pt (*)
Rendement minimum (%)	80	90	95	75	70

(*) Les normes de rejet en NGL et en Pt doivent être respectées en moyenne annuelle.

2/ Caractéristiques des eaux épurées :

Les eaux en sortie de station ont les caractéristiques suivantes, avant infiltration :

PARAMETRES	VALEUR SEUILS RETENUES au niveau national
Arsenic	10 µg/l
Cadmium	5 µg/l
Plomb	10 µg/l
Mercure	1 µg/l
Trichloréthylène	10µg/l
Tétrachloréthylène	10 µg/l
Ammonium	0,5 mg/l
Nitrites (mg NO ₂ -/l)	0,3
Orthophosphates (mg PO ₄ ³⁻ /l)	0,5

La fréquence de mesures à réaliser sur les paramètres chimiques listés au 2° du présent article est au nombre de quatre (4) par an.

3/ Surveillance de la qualité de la nappe :

Deux piézomètres de contrôle (référencés Pz3 et Pz4) sont implantés pour suivre la qualité de la nappe en aval du rejet de la station, dans l'axe de l'écoulement de la nappe :

- un au pied des installations ;
- un à une distance supérieure à une distance d'un kilomètre.

La fréquence des analyses au niveau des piézomètres est semestrielle (période de hautes eaux et de basses eaux).

Les paramètres analysés sont les suivants : pH, résistivité, conductivité, DBO₅, DCO, chlorure, sulfates, nitrates, hydrocarbures totaux, hydrocarbures aromatiques, plomb et zinc.

ARTICLE 4 - Durée de validité

La présente autorisation est accordée jusqu'au 31 décembre 2041.

La demande de prolongation ou de renouvellement d'une autorisation environnementale est adressée au préfet six mois au moins avant la date d'expiration de cette autorisation.

ARTICLE 5 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6 - Publication et information des tiers

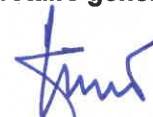
Une copie de cet arrêté est transmise à la mairie de Bussy-Lettrée pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Ces informations sont mises à disposition du public sur le site internet des services de l'État dans la Marne durant au moins 4 mois et est publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Marne.

ARTICLE 7- Exécution

Le Secrétaire général de la Préfecture de la Marne, la Directrice départementale des territoires de la Marne, le Président du Conseil départemental de la Marne, le maire de Bussy-Lettrée sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée pour information au Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du Logement Grand Est et au Directeur territorial de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie.

**Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire général,**



Émile SOUMBO

Voies et délais de recours

En application de l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement, la présente décision peut être -contestée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne – 25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne Cedex soit en déposant une requête au greffe, soit par courrier, soit par le biais du site de téléprocédure www.telerecours.fr :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du Code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication de cette décision.

2° Par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Marne ou hiérarchique auprès du ministre en charge de l'environnement dans le délai de deux mois, à compter de la date de la dernière formalité accomplie : notification ou publication de cette décision.

Le silence gardé par l'administration pendant deux mois sur la demande de recours administratif, gracieux ou hiérarchique, emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Pièce jointe :

- arrêté préfectoral n°18-2012-LE du 8 mars 2012 relatif à l'exploitation des ZAC N°1 et N°2 de l'aéroport Paris-Vatry
- arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié relatif au système d'assainissement collectif



PRÉFET de la MARNE

*Direction Départementale
des Territoires*

N° 18 -2012-LE-A

*Service Environnement Eau
Préservation des Ressources*

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT
AU TITRE DE L'ARTICLE L. 214-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT
LE CONSEIL GENERAL DE LA MARNE A EXPLOITER
LES ZAC N° 1 ET 2 DE L'AEROPORT PARIS-VATRY**

COMMUNE DE BUSSY-LETTREE

Le préfet de la région CHAMPAGNE-ARDENNE
Préfet du département de la MARNE
*Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite*

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 241-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code civil et notamment son article 640 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité et aux dispositifs d'assainissement non collectifs recevant une charge organique supérieure à 1,2 kg/jour de DBO5 ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Seine-Normandie approuvé par arrêté du préfet coordinateur de bassin le 20 novembre 2009 ;

VU la note réalisée le 12 mai 2011 par le Conseil Général de la Marne qui a pour but de comparer l'état existant des ZAC n° 1 et 2 à ce qui était prévu initialement dans leurs dossiers loi sur l'eau respectifs et d'actualiser les rubriques liées au code de l'environnement ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 16/02/2012 ;

VU l'avis favorable du pétitionnaire en date du 29 février 2012 ;

CONSIDERANT que l'opération entre dans le champ d'application de l'article R.214-20 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le directeur départemental des territoires ;

ARRETE

Titre I : OBJET DE L'AUTORISATION

Article 1 : Objet de l'autorisation

Le pétitionnaire, Conseil Général de la Marne, est autorisé en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser l'opération suivante :

Exploitation des ZAC n° 1 et 2 de l'aéroport PARIS-VATRY sur la commune de BUSSY-LETTREE.

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Consistance du projet	Régime
1.2.1.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : 1° Supérieur ou égal à 200 000 m ³ /an (A) 2° Supérieur à 10 000 m ³ /an mais inférieur à 200 000 m ³ /an (D)	Prélèvement maximal 438 000 m ³ /an	Autorisation
2.1.1.0	Stations d'épuration des agglomérations d'assainissement ou dispositifs d'assainissement non collectif devant traiter une charge brute journalière de pollution organique : 1° Supérieure à 600 kg de DBO ₅ (A) 2° Supérieure à 12 kg de DBO ₅ , mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO ₅ (D)	150 kg/j de DBO ₅	Déclaration
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	Superficie aménagée ZAC n°1: 435 ha Superficie interceptée ZAC n°2 : 23ha88 Total : 160 ha	Autorisation

Rubrique	Intitulé	Consistance du projet	Régime
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D)	Bassin d'infiltration de la station : 2 ha Bassin d'infiltration de la zone aéroportuaire : 2,5 ha 4 Bassins d'infiltration de la ZAC n°1 : 1ha, 0,5 ha, 1 ha et 1ha Bassin d'infiltration de la ZAC n°2 : 3 ha	Autorisation

Titre II : PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA GESTION DES EAUX RESIDUAIRES

Article 2 : Effluents admis dans le système d'assainissement

Le système d'assainissement (collecte – traitement – évacuation) est conçu, réalisé et entretenu de manière à gérer l'ensemble des flux polluants domestiques et des flux industriels. Il ne collecte aucune eau pluviale, ni aucune eau claire de subsurface.

Article 3 : Caractéristiques du système d'assainissement

Le système d'assainissement des eaux résiduaires est dimensionné pour une capacité nominale de 150 kg de DBO₅ par jour.

La filière de traitement se compose de :

- Un dégrilleur
- Trois bassins de lagunage de 3 ha au total
- Trois filtres à sable de 250 m² chacun, alimentés en alternance
- Un bassin d'infiltration d'une surface de 2 ha

Article 4 : Performances des ouvrages

Une vérification de l'étanchéité des trois bassins de lagunage doit être effectuée. Celle-ci doit se faire avant le début des travaux de la ZAC n°3. Pour se faire, un bac témoin d'évaporation de 3 ml x 1 ml x 0,25 ml en acier peint en noir rempli d'eau, doit être enterré au ras du sol en extrémité des lagunes. Le bassin n°1 doit complètement être dévié vers le bassin n°2 pour être isolé pour une vérification de son étanchéité. Le suivi hebdomadaire des hauteurs d'eau doit être assuré par l'exploitant des systèmes d'assainissement des ZAC

n°1 et 2 sur une période de trois mois pour l'ensemble des lagunes et du bac témoin. En cas de fuites, des travaux devront être réalisés afin que les bassins soient étanches.

- Les eaux usées collectées arrivant à l'ouvrage de traitement ont les caractéristiques suivantes :

Paramètres	Flux maximum de l'effluent en moyenne sur 24 heures
DBO ₅	150 kg/j
DCO	225 kg/j
MES	225 kg/j
Azote global	38 kg/j
Phosphore total	10 kg/j

- Les eaux industrielles ont les caractéristiques suivantes avant rejet dans le réseau collectif d'eaux usées :
 - température inférieure à 30 °C
 - pH compris entre 6,5 et 8,5
 - débit maximal journalier : 50 m³/jour

Paramètres	Concentration maximale en moyenne sur 24 heures	Paramètres	Concentration maximale en moyenne sur 24 heures
MES	600 mg/l	Phénols (indice phénol) paranitraniline et 4 aminoantipyrine	0,1 mg/l
DBO ₅	800 mg/l	Chrome total	50 µg/l
DCO	2 000 mg/l	Cyanures	50 µg/l
Azote global	150 mg/l	Cadmium	5 µg/l
Phosphore total	50 mg/l	Mercure	1 µg/l
Hydrocarbures totaux	1 mg/l	Sélénium	10 µg/l
Hydrocarbures aromatiques (1)	1 µg/l	Aluminium	0,2 mg/l
Plomb	50 µg/l	Antimoine	10 µg/l
Zinc	5 mg/l	Argent	10 µg/l
Arsenic	50 µg/l	Cuivre	1 mg/l
Nickel	50 µg/l	Fluor	1 mg/l
Composés organiques halogènes	0,1 mg/l		

- Les eaux épurées ont les caractéristiques suivantes, avant infiltration :

→ débit maximal journalier : 500 m³/jour

Paramètres	Concentration maximale en moyenne sur 24 heures	Flux maximal en moyenne sur 24 heures	Rendement minimal en moyenne sur 24 heures
MES	600 mg/l	5 kg/j	95 %
DBO ₅	800 mg/l	10 kg/j	90 %
DCO	2 000 mg/l	45 kg/j	80 %
Azote global	150 mg/l	10 kg/j	75 %
Phosphore total	50 mg/l	2 kg/j	70 %
Hydrocarbures totaux	1 mg/l	0,5 kg/j	
Hydrocarbures aromatiques (1)	1 µg/l	0,5 g/j	
Plomb	50 µg/l	25 g/j	
Zinc	5 mg/l	1 kg/j	
Arsenic	50 µg/l	25 g/j	
Nickel	50 µg/l	25 g/j	
Composés organiques halogènes	0,1 mg/l	50 g/j	
Phénols (indice phénol) paranitraniline et 4 aminoantipyrine	0,1 mg/l	50 g/j	
Chromé total	50 µg/l	25 g/j	
Cyanures	50 µg/l	25 g/j	
Cadmium	5 µg/l	2,5 g/j	
Mercure	1 µg/l	0,5 g/j	
Sélénium	10 µg/l	5 g/j	
Aluminium	0,2 mg/l	100 g/j	
Antimoine	10 µg/l	5 g/j	
Argent	10 µg/l	5 g/j	
Cuivre	1 mg/l	500 g/j	
Fluor	1 mg/l	500 g/j	

(1) pour le total des six substances suivantes : fluoranthène, benzo (3,4), fluoranthène, benzo (11,12), fluoranthène, benzo (3,4) pyrène, benzo (1,2) pérylène et indéno (1,2,3 - cd) pyrène.

Article 5 : Exploitation et autosurveillance

Le bénéficiaire de l'autorisation veille à ce que l'ensemble des ouvrages et installations soit en permanence dans un état garantissant leur bon fonctionnement. Il lui appartient en particulier d'exercer un contrôle régulier des bassins de lagunage afin d'en vérifier l'étanchéité.

Les déchets (produits de dégrillage, produits de curage des réseaux et des bassins en particulier) sont éliminés ou recyclés dans une installation autorisée ou déclarée au titre de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement. Il appartient au bénéficiaire de l'autorisation de s'en assurer et d'apporter la preuve d'une élimination correcte. Toute incinération à l'air libre ou dans un incinérateur non autorisé de déchets de quelque nature qu'il soit est interdite. Les déchets ne sont pas stockés sur le site de l'Aéroport Paris-Vatry.

Un dispositif d'autosurveillance de la qualité de l'effluent en entrée et du rejet avant infiltration est mis en place par l'exploitant à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures proportionnellement au débit et selon la fréquence suivante :

Paramètre	Fréquence d'analyses
Débit	365 j/an
MES	12 j/an
DCO	12 j/an
DBO ₅	12 j/an
Azote	4 j/an
Phosphore	4 j/an
Autres paramètres figurant sur les tableaux de l'article 4	4 j/an

Le niveau de rejet maximal autorisé correspond aux caractéristiques suivantes pour un échantillon moyen de 24 heures non décanté :

Paramètres	DCO	DBO ₅	MES	NGL	Pt
Concentration maximale	125 mg/L	25 mg/L	35 mg/l	30 mg/L	10 mg/L

La fréquence des analyses pourra être augmentée en cas de nécessité.

Deux piézomètres de contrôle (référéncés Pz3 et Pz4) sont implantés pour suivre la qualité de la nappe en aval du rejet de la station, dans l'axe d'écoulement de la nappe :

- Un au pied des installations
- Un à une distance supérieure de 1 km

La fréquence des analyses au niveau des piézomètres est semestrielle (période de hautes eaux et basses eaux).

Les paramètres analysés sont les suivants : pH, résistivité, conductivité, DBO₅, DCO, chlorures, sulfates, nitrates, hydrocarbures totaux, hydrocarbures aromatiques, plomb et zinc.

Titre III : PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA GESTION DES EAUX PLUVIALES

Article 6 : Caractéristiques des dispositifs de gestion des eaux pluviales

Les dispositifs de collecte, de stockage et de traitement des eaux pluviales avec rejet par infiltration sont dimensionnés pour gérer correctement les événements pluvieux jusqu'à une période de retour décennale.

Le dispositif comprend :

- Pour la zone aéroportuaire : six bassins de laminage d'un volume total de 50 000 m³ (référéncés A1, A2, A3, A4, A5 et A8), complétés par trois bassins d'infiltration d'un volume total de 25 000 m³ (référéncés A6, A7 et A9), pour une surface d'infiltration totale de 25 000 m².
- Pour la ZAC n°1 : trois bassins de laminage d'un volume total de 15 000 m³ (référéncés Z2 ; Z4 et Z6), complétés par un fossé et quatre bassins d'infiltration d'un volume total de 60 000 m³ (référéncés Z1, Z3, Z5 et Z7), pour une surface d'infiltration totale de 40 000 m².
- Pour la ZAC n°2 : un bassin de laminage d'un volume de 29 000 m³, complété par un bassin d'infiltration d'un volume total de 6 000 m³, pour une surface d'infiltration totale de 3 000 m².

Article 7 : Performances des dispositifs

Les eaux provenant des surfaces imperméabilisées de la zone aéroportuaire et des ZAC n°1 et 2 sont collectées et dirigées vers les bassins de stockage référéncés à l'article 6 du présent arrêté, ce dans leur totalité. Chaque bassin de stockage est équipé d'un régulateur de débit et d'un séparateur à hydrocarbures, à l'exception des bassins collectant exclusivement des eaux de ruissellement provenant de la piste ou de la voie de circulation parallèle.

Les six bassins de laminage-stockage de la zone aéroportuaire sont étanches.

Le traitement respecte les prescriptions suivantes :

	Concentration
Hydrocarbures totaux	1 mg/l
Hydrocarbures aromatiques (1)	1 µg/l
Plomb	50 µg/l
Zinc	5 mg/l

(1) pour le total des six substances suivantes : fluoranthène, benzo (3,4), fluoranthène, benzo (11,12), fluoranthène, benzo (3,4) pyrène, benzo (1,2) pérylène et indéno (1,2,3 - cd) pyrène.

Des dispositifs de confinement avec des vannes d'isolement permettent la prévention des pollutions accidentelles.

L'aire de dégivrage et anti-givrage des avions est conçue en rétention complète, avec rétention du glycol ou des produits de substitution. Le dégivrage et anti-givrage sont réalisés exclusivement sur cette aire.

Le déverglaçage des pistes est effectué par des soufflantes à air chaud mobiles, à l'exclusion de tout produit déverglaçant.

L'approvisionnement des avions en carburant se fait par camions citernes, à l'exclusion de tout réseau enterré. En particulier le réseau souterrain d'alimentation de l'ancien aérodrome OTAN ne doit pas être utilisé.

Il est procédé à un nettoyage régulier des pistes avec récupération des eaux de lavage et des produits de dédommagement, au moins une fois par an.

Article 8 : Exploitation et autosurveillance

Le bénéficiaire de l'autorisation veille à ce que l'ensemble des ouvrages et installations soit en permanence dans un état garantissant leur bon fonctionnement. Il lui appartient en particulier d'exercer un contrôle régulier des bassins de laminage-stockage afin d'en vérifier l'étanchéité.

Les déchets des séparateurs à hydrocarbures, les boues de curage des réseaux et des bassins ainsi que les produits de dédommagement sont éliminés ou recyclés dans une installation autorisée ou déclarée au titre de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement. Il appartient au bénéficiaire de l'autorisation de s'en assurer et d'apporter la preuve d'une élimination correcte. Toute incinération à l'air libre ou dans un incinérateur non autorisé de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite. Les déchets ne sont pas stockés sur le site de l'Aéroport Paris-Vatry.

Un dispositif d'autosurveillance de la qualité du rejet avant infiltration est mis en place par l'exploitant.

Les paramètres à analyser sont les suivants : hydrocarbures totaux, hydrocarbures aromatiques, plomb et zinc.

La fréquence des analyses est semestrielle. Elle pourra être augmentée en cas de nécessité.

Un piézomètre est installé en aval des bassins d'infiltration pour vérifier l'absence d'impact de l'infiltration sur les eaux souterraines.

La fréquence des analyses au niveau de ce piézomètre est semestrielle (période de hautes et basses eaux).

Les paramètres analysés sont les suivants : pH, résistivité, conductivité, DBO5, DCO, chlorures, sulfates, nitrates, hydrocarbures totaux, hydrocarbures aromatiques, plomb et zinc.

Titre IV : PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA GESTION DES PRELEVEMENTS D'EAU POTABLE

Article 9 : Caractéristiques du dispositif de gestion des prélèvements d'eau potable

Le dispositif comprend un forage existant dit « de la base aérienne », situé sur la commune de VASSIMONT ET CHAPELAINE (parcelle ZI n°9) présentant les caractéristiques suivantes :

- Coordonnées Lambert (zone 1 N) : X=734 140 et Y=1 119 500
- Système aquifère concerné : craie
- Profondeur maximale : Z= 50,25 m
- Diamètre de tubage : 350 mm
- Débit horaire maximal : 65m³/h
- Débit maximal journalier : 550 m³/j
- Prélèvement annuel maximal : 438 000 m³

Article 10 : Exploitation et autosurveillance

La durée quotidienne de pompage est au plus de douze heures, sauf cas de force majeure.

Le forage est équipé d'un compteur des volumes prélevés, de type mécanique ou électromagnétique, installé selon les règles de l'art.

L'exploitant relève hebdomadairement les volumes prélevés, le nombre d'heures de pompage, les incidents survenus le cas échéant et les arrêts de pompage.

Un suivi mensuel du niveau piézométrique du captage de la base et du captage AEP de Vassimont et Chapelaine est effectué.

Deux piézomètres de contrôle (référéncés Pz1 et Pz2) sont installés pour suivre la qualité de la nappe :

- Un dans l'axe du thalweg en amont du captage de la base
- Un dans l'axe du thalweg en amont du captage AEP de Vassimont

La fréquence des analyses au niveau de ces piézomètres est semestrielle (période de hautes eaux et basses eaux).

Les paramètres analysés sont les suivants : pH, résistivité, conductivité, DBO5, DCO, chlorures, sulfates, azote ammoniacal, nitrates, hydrocarbures totaux, hydrocarbures aromatiques, composés organiques halogènes, plomb et zinc.

Titre V : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 11 : Autres prescriptions

Le pétitionnaire tient à jour un dossier d'exploitation des ouvrages dans lequel sont consignés, outre tous les documents relatifs aux ouvrages :

- Les travaux d'entretien et de réparation réalisés
- Les résultats des analyses du programme d'autosurveillance prescrit aux articles 5, 8 et 10 du présent arrêté
- La gestion des déchets (nature, volume, devenir)
- Les incidents survenus, le cas échéant

Le pétitionnaire remet à l'administration pour le 30 avril de chaque année un rapport de suivi des installations contenant :

- Tous les éléments du dossier d'exploitation décrit ci-dessus relatifs à l'année précédente
- Un bilan de ce suivi
- Les perspectives pour l'année en cours

Article 12 : Accès aux installations et contrôle

Le permissionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police de l'eau.

Les agents chargés de la police de l'eau ont libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement.

Ils peuvent effectuer de façon inopinée un contrôle technique des installations. Celui-ci peut donner lieu à des analyses concernant l'ensemble des paramètres soumis à l'autosurveillance. Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

A cet effet, les mesures doivent pouvoir être faites dans de bonnes conditions de précision. L'accès aux points de mesure ou de prélèvement sur les ouvrages d'évacuation doit être aménagé pour permettre l'amenée du matériel de mesure.

Article 13 : Modifications

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, **avant sa réalisation** à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.

Article 14 : Durée de l'autorisation - Remise en état des lieux

L'autorisation est accordée pour une durée de 10 ans.

Le renouvellement de l'autorisation est demandé par le permissionnaire et accordé par le préfet dans les conditions définies par l'article R.214-20 du code de l'environnement.

Si à l'échéance de la présente autorisation, le pétitionnaire décide de ne pas en demander le renouvellement, le préfet peut faire établir un projet de remise en état des lieux total ou partiel accompagné des éléments de nature à justifier celui-ci.

Article 15 : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux infractions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 16 : Changement de bénéficiaire

Lorsque le bénéficiaire de l'autorisation est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier de demande d'autorisation ou au dossier de déclaration, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

Article 17 : Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 18 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 19 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 20 : Publication et information des tiers

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation est publié à la diligence des services de la Direction Départementale des Territoires, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de la Marne.

Une ampliation de la présente autorisation est transmise pour information au conseil municipal de la commune de BUSSY-LETTREE. Elle est tenue à disposition du public en mairie de BUSSY-LETTREE.

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché en mairie de BUSSY-LETTREE pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation est mis à la disposition du public pour information à la Direction Départementale des Territoires de la MARNE, ainsi qu'à la mairie de la commune de BUSSY-LETTREE.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de la MARNE pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 21 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 22 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la MARNE,
le maire de BUSSY-LETTREE,
le directeur départemental des territoires de la MARNE,
le président de la Communauté de Communes de l'Europport,
le commandant du Groupement de gendarmerie de la Marne,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A CHALONS EN CHAMPAGNE, le 8 MAR. 2012

Pour le préfet,
le secrétaire général



Francis SOUTRIC